

L'extrême gauche en France au XIXe siècle (1830-1900)

Introduction

Le terme « extrême gauche » est d'usage largement rétrospectif : il ne s'impose dans le vocabulaire politique qu'à la fin du XIXe siècle, lorsque l'hémicycle organise spatialement les tendances. Il a d'abord été une étiquette imposée par les adversaires avant d'être une identité revendiquée. Pourtant, la réalité qu'il désigne — une tradition égalitaire et insurrectionnelle, hostile au libéralisme bourgeois autant qu'à la monarchie — existe dès la Révolution, avec Babeuf et la Conspiration des Égaux (1796). Le XIXe siècle français est le laboratoire où cette tradition se transforme, se diversifie et finit par se diviser entre plusieurs courants rivaux : blanquisme, socialismes dits « utopiques », anarchisme, marxisme.

Problématique : *comment, entre 1830 et 1900, l'extrême gauche française passe-t-elle d'une tradition conspirative héritée de la Révolution à une pluralité de courants organisés et rivaux, forgés par les révolutions de 1830, 1848 et 1871 ?*

Nous verrons d'abord l'héritage jacobino-babouviste et le temps des sociétés secrètes (1815-1848), puis la manière dont 1848 fait de la question sociale la matrice de l'extrême gauche (1848-1870), avant d'étudier le passage de la Commune à l'éclatement fin de siècle (1870-1900).

I. L'héritage jacobino-babouviste et le temps des sociétés secrètes (1815-1848)

A. Un héritage révolutionnaire transmis

Gracchus Babeuf réclamait l'« égalité réelle », c'est-à-dire la communauté des biens, et pas seulement l'égalité devant la loi. Sa conspiration, dénoncée, s'achève par son exécution en 1797, mais elle constitue la première tentative de prise du pouvoir par une minorité organisée au nom de l'égalité sociale. C'est Filippo Buonarroti qui transmet cet héritage avec *Conspiration pour l'égalité dite de Babeuf* (1828), véritable manuel de la tradition insurrectionnelle : il y théorise une dictature révolutionnaire transitoire, exercée par une minorité éclairée avant l'instauration de l'égalité. S'y ajoute la mémoire jacobine de la Constitution de l'an I, qui proclamait le droit à l'insurrection.

B. Sous la Restauration : une gauche stigmatisée et clandestine

Il faut ici se méfier des catégories. Comme le soulignent les auteurs d'*Extrême ?*, le mot est d'abord une arme :

« Sous la Restauration, "extrême" constitue une rhétorique à usage politique, utilisée sur la gauche sans objectivité des idées mais pour délégitimer l'adversaire.
» (M. Biard, B. Gainot, P. Pasteur, P. Serna, *Extrême ?*)

Les ultras assimilent ainsi libéraux et républicains aux « buveurs de sang » de 1793. Réduits à la clandestinité, les opposants s'organisent dans la Charbonnerie (1821), calquée sur les *carbonari* italiens et structurée en « ventes » cloisonnées. Ses complots militaires (Belfort, Saumur, les quatre sergents de La Rochelle, exécutés en 1822) échouent tous, faute de base populaire, mais ils léguent une culture du serment, du secret et du complot.

C. La Monarchie de Juillet : de la déception à la conspiration

Les Trois Glorieuses de 1830 profitent à la bourgeoisie orléaniste plutôt qu'au peuple qui a fait la révolution ; le suffrage censitaire est maintenu. Cette déception nourrit une intense activité : la Société des Droits de l'homme (Godefroy Cavaignac) anime les insurrections de

juin 1832 et d'avril 1834 (massacre de la rue Transnonain). Les lois de 1834 sur les associations et de septembre 1835 sur la presse rejettent les républicains dans la clandestinité : Société des Familles, puis Société des Saisons (1837) fondée par Blanqui et Barbès.

D. Blanqui, les canuts et les premiers socialismes

Auguste Blanqui (1805-1881) incarne l'extrême gauche insurrectionnelle : une avant-garde armée doit s'emparer du pouvoir pour imposer ensuite les réformes sociales. Son insurrection du 12 mai 1839 échoue, comme celle du 14 août 1870 ; il passe plus de trente ans en prison, d'où son surnom de « l'Enfermé ». Parallèlement, les révoltes des canuts lyonnais (1831, 1834), avec leur devise « Vivre en travaillant ou mourir en combattant », révèlent une conscience ouvrière autonome. Les socialismes de Fourier, Cabet, Leroux et surtout Louis Blanc (*Organisation du travail*, 1839) donnent à cette colère un programme : à la veille de 1848, l'extrême gauche unit tradition conspirative et « question sociale ».

II. 1848-1870 : la question sociale, matrice de l'extrême gauche

A. Février 1848 : les espoirs de la République sociale

La révolution de février est portée par une coalition hétérogène de républicains modérés (Lamartine), radicaux (Ledru-Rollin) et socialistes (Louis Blanc, l'ouvrier Albert). La République proclame le suffrage universel masculin, abolit l'esclavage, reconnaît le « droit au travail » et crée les Ateliers nationaux ainsi que la Commission du Luxembourg. Les clubs se multiplient, mais la journée du 15 mai, qui voit l'invasion de l'Assemblée, entraîne l'arrestation de Blanqui, Barbès et Raspail.

B. Juin 1848 : la fracture

La fermeture des Ateliers nationaux déclenche l'insurrection ouvrière du 23 au 26 juin, écrasée par le général Cavaignac : des milliers de morts, environ 11 000 arrestations et des déportations en Algérie. Cette répression sépare durablement la République bourgeoise du mouvement ouvrier ; Marx y voit, dans *Les Luttes de classes en France*, la première véritable guerre de classes. Juin 1848 devient un souvenir fondateur pour toute l'extrême gauche.

Tocqueville, dans ses *Souvenirs*, décrit lui aussi ces journées comme une insurrection d'une nature nouvelle, dirigée non contre une forme de gouvernement mais contre l'ordre social lui-même. Le « peuple » héroïque de février devient ainsi, pour la bourgeoisie, la « classe dangereuse » de juin.

C. Les démocrates-socialistes et la politisation des campagnes (1849-1851)

Malgré l'élection triomphale de Louis-Napoléon Bonaparte, les « démoc-socs » de la Montagne obtiennent près de 200 sièges en mai 1849, notamment grâce à des campagnes « rouges » touchées par les almanachs, les colporteurs et les chambrées. Cette politisation rurale reste toutefois inégale :

« L'amalgame entre des comportements politiques contradictoires et la rémanence des attaches communautaires aboutissent à une extrême diversité des situations locales et au déchirement du lien politique national. » (La politisation des campagnes au XIXe siècle, École française de Rome)

Un village peut voter rouge par solidarité communautaire ou par hostilité au notable plus que par adhésion doctrinale : l'extrême gauche rurale est donc plurielle et fragile. Elle se manifeste pourtant lors de la résistance au coup d'État du 2 décembre 1851 (Var, Basses-Alpes, Nièvre), durement réprimée par les commissions mixtes.

D. Proudhon, l'Empire et l'Internationale

Pierre-Joseph Proudhon, avec *Qu'est-ce que la propriété ?* (1840) et sa formule « la propriété, c'est le vol », fonde un socialisme mutualiste et fédéraliste, hostile à la fois à la prise

du pouvoir violente des blanquistes et à la centralisation étatique. Il se dit « anarchiste » dès 1840, mais le mouvement lui-même naît plus tard :

« Bien qu'on en trouve la trace dans le ferment révolutionnaire des années 1840, l'anarchisme est beaucoup plus manifestement le produit de la période d'après 1848. » (E. Hobsbawm, *L'Ère du capital*)

L'échec de 1848 discrédite en effet la République parlementaire et l'État lui-même. Sous le Second Empire, l'extrême gauche est d'abord dispersée dans l'exil (Hugo, Louis Blanc), puis l'Empire libéral reconnaît le droit de grève (1864) et assouplit le régime de la presse et des réunions (1868). C'est aussi le moment où l'économie change d'échelle :

« Dans les années 1860, un mot nouveau entra dans le vocabulaire économique et politique mondial : le mot "capitalisme". » (E. Hobsbawm, *L'Ère du capital*)

L'extrême gauche se définit désormais par rapport au capital. L'Association internationale des travailleurs, fondée à Londres en 1864, réunit des sections françaises (Tolain, Varlin) où les proudhoniens sont peu à peu débordés par les collectivistes, tandis que Marx publie *Le Capital* (1867).

III. De la Commune à l'éclatement fin de siècle (1870-1900)

A. La Commune de Paris (mars-mai 1871), l'événement matriciel

Née du refus de la capitulation face à la Prusse et de l'hostilité à l'Assemblée monarchiste réfugiée à Versailles, la Commune est proclamée le 28 mars 1871. Elle rassemble une « majorité » blanquiste et néo-jacobine, favorable à un Comité de salut public, et une « minorité » internationaliste, souvent proudhonienne (Varlin, Vallès). Elle expérimente des mesures sociales radicales : séparation des Églises et de l'État, réquisition des ateliers abandonnés au profit de coopératives, école laïque. Écrasée lors de la « Semaine sanglante » (environ 10 000 à 20 000 morts), elle devient un mythe fondateur, entretenu par Louise Michel, Jules Vallès ou *La Guerre civile en France* de Marx.

La Commune apparaît ainsi comme le point de rencontre de toutes les traditions étudiées : la dictature révolutionnaire de Buonarroti et de Blanqui, le fédéralisme de Proudhon, l'internationalisme ouvrier de l'AIT. Mais leurs divisions internes, visibles dès le vote du Comité de salut public le 1er mai, annoncent aussi les déchirements de la fin du siècle. La répression, avec près de 40 000 arrestations et la déportation en Nouvelle-Calédonie, décapite le mouvement ouvrier français pour une décennie.

B. L'essor de l'anarchisme organisé

Après l'amnistie de 1880, l'influence de Bakounine puis de Kropotkine structure un anarchisme distinct du socialisme d'État. Les années 1892-1894 voient la vague d'attentats de la « propagande par le fait » (Ravachol, Vaillant, Émile Henry), jusqu'à l'assassinat du président Sadi Carnot par Caserio en 1894, qui provoque le vote des « lois scélérates ». Face à cette impasse, beaucoup d'anarchistes se tournent vers le syndicalisme : Fernand Pelloutier anime les Bourses du travail et la CGT naît en 1895.

Cet anarchisme se nourrit de la rupture de la Première Internationale : au congrès de La Haye (1872), Bakounine est exclu et les anti-autoritaires se regroupent à Saint-Imier. Kropotkine, condamné au procès de Lyon (1883), théorise dans *La Conquête du pain* (1892) un communisme libertaire, tandis que la presse de Jean Grave (*La Révolte, Les Temps nouveaux*) et l'œuvre d'Élisée Reclus lui donnent une audience intellectuelle. Le mythe de la grève générale, porté par le syndicalisme révolutionnaire, prend ensuite le relais de l'attentat individuel comme moyen de la révolution.

C. Le socialisme : introduction du marxisme et divisions

Jules Guesde importe une lecture marxiste rigide et fonde en 1880 le Parti ouvrier, qui prône la conquête du pouvoir par un parti de classe centralisé. Mais le socialisme se divise dès le congrès de Saint-Étienne (1882) entre guesdistes et « possibilistes » de Paul Brousse, partisans d'un socialisme réformiste et municipal, puis avec les allemanistes (1890) et les blanquistes d'Édouard Vaillant. L'entrée d'une cinquantaine de socialistes à la Chambre en 1893, dont Jaurès, et l'affaire Millerand (1899) posent la question de la participation au pouvoir républicain.

La fusillade de Fourmies (1er mai 1891) fait du 1er mai une date emblématique du mouvement ouvrier, et le discours de Saint-Mandé (Millerand, 1896) esquisse un programme minimum réformiste. L'affaire Dreyfus achève de révéler les lignes de fracture : Jaurès s'engage pour la défense du capitaine, alors que Guesde n'y voit qu'une querelle interne à la bourgeoisie. À la fin du siècle, l'extrême gauche oscille donc entre révolution et intégration à la République parlementaire.

Conclusion

En un siècle, l'extrême gauche française passe d'une tradition conspirative héritée de Babeuf à un paysage pluriel et théorisé : blanquisme insurrectionnel, anarchisme proudhonien puis kropotkinien, marxisme guesdiste, syndicalisme révolutionnaire. Cette diversité, loin d'être seulement un signe de faiblesse, résulte de l'accumulation d'expériences insurrectionnelles concrètes (1830, 1848, 1871) qui ont chaque fois nourri de nouvelles théorisations. Cette pluralité structurera durablement le mouvement ouvrier français, jusqu'à l'unification de la SFIO (1905) et la scission de Tours (1920).

Bibliographie

1. Eric HOBBSBAWM, *L'Ère du capital, 1848-1875*, Paris, Fayard, 1978.
2. *La politisation des campagnes au XIXe siècle. France, Italie, Espagne, Portugal*, Rome, Collection de l'École française de Rome, 2000.
3. Michel BIARD, Bernard GAINOT, Paul PASTEUR, Pierre SERNA (dir.), *Extrême ? Identités partisans et stigmatisation des gauches en Europe (XVIIIe-XXe siècle)*, Rennes, PUR, 2012.
4. Jean MAITRON, *Le Mouvement anarchiste en France*, Paris, Maspero, 1975.
5. Jacques ROUGERIE, *Paris insurgé : la Commune de 1871*, Paris, Gallimard, 1995.